FINANCE & MARCHÉS

Pourquoi l'inflation repassera largement sous la barre des 2 % en Europe l'an prochain

Les économistes de la Banque centrale européenne (BCE) tablent sur une inflation de seulement 1,6 % en moyenne l'an prochain, malgré le risque de montée des droits de douane. Explications.

Guillaume de Calignon

Elle est passée sous la barre des 2 % au mois de mai dans la zone euro, et il ne semble plus qu'elle soit un danger imminent. L'inflation est maîtrisée et la Banque centrale européenne (BCE) n'a pas à s'en soucier beaucoup à court et moyen terme, alors que les inquiétudes étaient fortes il y a quelques semaines, quand Donald Trump a engagé la guerre commerciale en relevant les droits de douane.

C'est en tout cas ce qui ressort des prévisions publiées par les économistes de Francfort, jeudi. Ainsi, en 2025, les prix devraient augmenter de 2 % et l'année suivante, de seulement 1,6 %. Les pressions désinflationnistes sont donc fortes dans l'économie européenne.

Il faut dire que le protectionnisme de Donald Trump est en train de dégrader la conjoncture économique mondiale. Parce qu'il crée des incertitudes paralysantes pour les entreprises qui tendent à geler leurs investissements en attendant d'y voir plus clair, et parce qu'il rend plus cher les exportations du reste du monde vers les États-Unis, qui représentent à eux seuls 30 % de la consommation mondiale.

Ainsi, les économistes de la BCE estiment que la demande étran-

gère adressée à la zone euro, très ouverte sur l'extérieur, et dont les exportations pèsent plus dans le PIB que pour la Chine et les États-Unis, ne devrait augmenter que de 1,7 % en 2026. C'est deux fois moins qu'en 2024, avant l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche. C'est dire l'effet de la politique américaine sur la planète.

Nécessairement, l'activité économique de la zone euro, dont 17 % des exportations étaient destinées aux États-Unis l'an passé, s'en ressentira. La croissance devrait à peine dépasser 1 % l'an prochain dans la zone euro. D'ici à 2027, la progression du PIB européen devrait être amputée de 0,7 point par rapport à ce que la banque centrale prévoyait en mars dernier.

Et encore, pour arriver à ce résultat, l'équipe de prévisionnistes de la BCE a pris comme hypothèse que l'Union européenne ne prendrait aucune mesure commerciale de rétorsion contre les États-Unis, et que l'Oncle Sam taxerait les importations de tous les pays à hauteur de 10 %, sauf les produits chinois qui seraient plus imposés. C'est presque un scénario positif.

Par ailleurs, en réduisant la demande mondiale, le protectionnisme de Donald Trump a d'autres effets. Tout d'abord, il fait baisser le prix du pétrole, un mouvement accéléré par les hausses de produc-

tion décidées par les pays producteurs. La BCE anticipe un baril de Brent à 63 dollars seulement en 2026 en moyenne. Ce qui pousse l'inflation à la baisse.

Dégradation des finances publiques

Ensuite, et c'est un autre facteur désinflationniste, l'appréciation de l'euro. En effet, les incertitudes liées à la politique de Trump et les inquiétudes des investisseurs vis-à-vis du rôle de l'Amérique comme puissance hégémonique poussent le dollar à la baisse et la monnaie européenne à la hausse.

Enfin, il existe un risque qui n'est encore que potentiel aujourd'hui, mis en avant par la BCE. En cas de fermeture du marché américain aux produits chinois, « la zone euro pourrait être une destination clé pour toute réorientation des exportations chinoises », soulignent les économistes de la banque centrale. Et ce mouvement « présente un risque potentiel de baisse supplémentaire de l'inflation ».

En raison de cette moindre croissance et d'une très faible inflation, les finances publiques de la zone euro devraient logiquement se dégrader un peu au cours des prochaines années. La dette publique remonterait même d'ici à 2027. Mais, et c'est heureux, le

chômage, lui, ne grimpera pas, en partie en raison d'une démographie peu dynamique. ■

**En cas de fermeture
du marché américain
aux produits chinois,
« la zone euro
pourrait être une
destination clé pour
toute réorientation
des exportations
chinoises. »**